

PROGRAMME TUJENGE AMANI

SYNTHESE DES TRAVAUX DE L'ATELIER DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ACTEURS DE SHABUNDA EN TECHNIQUE D'ANALYSE DES CONFLITS



SHABUNDA CENTRE DU 26 AU 28 AVRIL 2016

1. CONTEXTE DE L'ATELIER

Le programme Tujenge Amani! est une approche de transformation de conflits communautaires violents à travers le dialogue social. Ce programme est mis en œuvre par Action pour la Paix et la Concorde (APC) avec l'appui technique et financier de la Division de la Sécurité Humaine de l'Ambassade Suisse en République Démocratique du Congo (RDC). Il est un processus de construction de la paix en réponse aux violences communautaires dans l'Est de la RDC. De ce fait, Tujenge Amani! s'inscrit dans le cadre du programme de Stabilisation et Reconstruction de l'Est de la RDC (STAREC) soutenue par la communauté internationale à travers la Stratégie internationale d'appui à la Sécurité et à la Stabilisation de l'Est de la RDC (IAS). Ce programme s'étend progressivement dans trois territoires dont Kalehe et Shabunda en Province du Sud-Kivu et Walikale dans le Nord-Kivu.

Après la première phase du programme en territoire de Kalehe, nous venons de commencer les activités de ce programme dans le territoire de Shabunda à travers une analyse du contexte socio-sécuritaire dont le rapport est intitulé **Dynamique des conflits en territoire de Shabunda** : *Une analyse du contexte des conflits à la base de l'insécurité, violence et tensions communautaires*. Cette analyse étant la première étape du processus de transformation des conflits dans ce territoire, APC vient d'organiser cet atelier à Shabunda centre du 26 au 28 avril 2016 à l'intention de quarante participants dont les autorités provinciales, les autorités politico-administratives et coutumières locales, les femmes leaders, les jeunes, les représentants des organisations de la société civile ainsi que les leaders de Shabunda vivant dans la ville de Bukavu.

Cet atelier s'était fixé entre autres objectifs (1) de contribuer à la responsabilisation des acteurs étatiques et de la société civile dans la mise en œuvre des actions de construction de la paix à travers la culture de dialogue et la transformation pacifique des conflits violents ; (2) Présenter les résultats de l'analyse des dynamiques des conflits en territoire de Shabunda aux parties prenantes en vue de lancer un processus de dialogue social sur les conflits prioritaires ; (3) Renforcer les capacités de ces acteurs en techniques d'analyse des conflits aux fins qu'ils s'approprient le processus de réduction des violences communautaires et deviennent des formateurs des autres acteurs engagés dans la consolidation de la paix ; (4) Préparer avec ces acteurs, le dialogue social dans un format plus large sur les conflits ou problèmes de déstabilisation relevés de commun accord comme prioritaires et susceptibles de contribuer à la stabilisation de ce territoire.

2. EN PLUS DE LA LOGISTIQUE, QUATRE MOMENTS FORTS ONT MARQUÉ LES TROIS JOURS DE TRAVAUX.

Hormis la partie de la préparation logistique qui reste est sérieux défis pour le territoire de Shabunda, très difficilement accessible par route (seulement pour les gros camions à forte traction sur une période estimé entre 4 à 5 jours), APC et ses partenaires de mise en œuvre remercient vivement l'équipe de la Monusco SSU/Sud-Kivu et EchoFliht pour leur appui logistique aérien sans lequel, l'équipe pédagogique de APC ainsi que les acteurs de Shabunda vivant à Bukavu ne sauraient accéder au chef-lieu de ce riche territoire.

Le premier moment fort était la présentation des résultats du rapport d'analyse des dynamiques des conflits en territoire de Shabunda suivi d'un échange intéressant. Au cours de cette étape, les interventions ont été au départ caractérisées par la prise des positions tranchées des uns et des autres surtout pour ce qui concerne la thématique de l'insécurité et

la présence des groupes armés. Les délégués de FARDC et certains acteurs de la société civile s'accusaient mutuellement sur les responsabilités dans la persistance des groupes armés. Pour la thématique des conflits de pouvoir coutumier dans les deux chefferies qui composent le territoire à savoir Bakisi et Wakabango I, certains acteurs notamment ceux qui sont au pouvoir et leurs alliés ne voudraient pas accepter que dans leurs entités il y a des conflits mais au cours des échanges, les explications des autres participants ont fini par convaincre l'autre partie.



Les présentations des modules sur la culture de dialogue, le cycle des conflits et son dépassement, ainsi que les types de violences ont constitué le deuxième moment fort de l'atelier. Cette étape de renforcement des capacités des acteurs a été très intéressante pour les participants et a servi de base pour préparer les acteurs à l'analyse et la priorisation des conflits ou problèmes qui sont à la base des violences communautaires qui déstabilisent le territoire de Shabunda. Ainsi, quatre groupes de travaux en carrefour ont été constitués pour analyser sur base de l'outil le cycle de conflit et de son dépassement, communément dit « descente aux enfers et montée au ciel » pour analyser quatre conflits jugés prioritaires. Les échanges en plénière sur ces exercices pratiques ont plus amélioré la compréhension des acteurs de leurs propres conflits et la maîtrise de l'outil utilisé.



Le troisième moment était les travaux en carrefour et les plénières sur les conflits prioritaires. Quatre groupes ont été mis en place et chaque groupe était chargé d'identifier 4 conflits ou problèmes prioritaires parmi ceux documentés dans le rapport. La plénière de ces travaux en carrefour a permis un début d'analyse des conflits et de retenir quatre jugés

prioritaires ainsi que l'accès difficile, c-à-dire la problématique de la route comme cinquième prioritaire à aborder au cours du dialogue social.



Le dernier moment fort a été la préparation du dialogue social avec les acteurs. Ici, il avait été question que les participants repartis en groupe de travail constituer selon les connaissances de chaque participant dans les cinq thématiques pris comme prioritaires et qui devaient faire l'objet du dialogue social.

Ainsi, cinq groupes ont été constitués pour (1) identifier les parties prenantes ou les catégories d'acteurs étatiques ou non étatiques qui devraient essentiellement prendre part au dialogue social, entre autres Gouvernement Provincial, les FARDC, la PNC, les chefs coutumiers, les services techniques de l'Etat, les organisations de la société civile, les femmes leaders et organisations féminines, les jeunes, les représentants des groupes armés, les députés provinciaux et nationaux de Shabunda, les exploitants miniers,.... (2) définir les critères de choix des participants, (3) proposer provisoirement dix noms des éventuels participants par rapport à chaque thématique, (4) définir les critères de choix du facilitateur du dialogue et les Co-facilitateurs. Ces travaux ont été suivi par une plénière pour les échanges et validation des résultats par tous les participants, évidemment par consensus. Des contradictions sur les choix de personnes considérées comme indispensables pour certains et moins importants pour d'autres ont alimenté la plénière jusqu'au consensus sur certains acteurs et manque de compromis sur d'autres.



3. ANALYSE ET LECONS TIREES

3.1. Au niveau de la complexité des conflits

Les conflits sont très complexes dans le territoire de Shabunda avec des dimensions structurelles, culturelles et relationnelles profondes. A titre illustratif :

- (1) il est constaté que les conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles, principalement les minerais et fonciers sont à la fois communautaires et économiques. Coutumièrement les terres appartiennent aux clans et chaque fois qu'il y a découverte de minerais ce sont les clans voisins qui se disputent le droit foncier et donc le droit minier aussi sur les espaces à exploiter. L'enjeu de taille devient l'accès et le contrôle des ressources naturelles par les clans ce qui est à la base de violences directes inter clans. Dans le contexte actuel, de tels conflits mobilisent les jeunes dans les groupes armés pour user de la force face aux jeunes de l'autre clan.
- (2) Les conflits liés au pouvoir coutumier mobilisent aussi les acteurs dans les deux chefferies et ce au niveau de la gestion des chefferies comme entités territoriales décentralisées qu'au niveau des groupements. Si dans Wakabango I les divergences sont dûes aux contestations de succession depuis la mort du Mwami Muligi, dans la chefferie de Bakisi un conflit latent est au sujet du statut de la chefferie, pour trois groupements il faut que la chefferie soit secteur pour que l'accès à ce pouvoir soit par élection et pour les quatre autres groupements Bakisi est une chefferie doit garder ce statut. Pour certains analystes, les trois groupements qui réclament que la chefferie de Bakisi soit un secteur sont les plus enclavés dont les populations n'ont pas eu depuis lors l'accès aux ressources et aux services de base. Ils considèrent que la gestion de la chefferie n'est pas jusque-là équitable et soutiennent qu'un pouvoir démocratique à la tête de cette entité serait mieux que le pouvoir actuel.
- (3) Insécurité et conflits armés qui sont à la base des violences communautaires actuelles. Dans ces assises, tous les acteurs reconnaissent que la persistance des groupes armés est à la base de l'insécurité et des violences dans le territoire de Shabunda. Entre temps, en parlant des causes et des responsabilités, les services notamment les FARDC et la PNC, ne sont pas d'accord de la position de nombreux acteurs de la société civile de Shabunda qui soutiennent que la persistance des groupes armés est une conséquence de la faiblesse de l'autorité de l'Etat. Pour les services de sécurité, la complicité des civils avec leurs frères des groupes armés est la principale cause de la persistance des groupes armés. L'analyse démontre que malgré les divergences des points de vue, tous les

acteurs conscients des conséquences des groupes armés ne sont plus d'accord avec leur persistance dans le milieu. Ils soutiennent des actions éventuelles qui viseraient de rétablir la paix dans leur territoire, qu'il s'agisse d'un processus de dialogue ou la traque/opération militaire contre ces groupes. Toutefois, la faiblesse de l'autorité de l'Etat demeure un facteur principal et l'amélioration de la sécurité humaine doit passer par le renforcement de la restauration de l'autorité de l'Etat. L'un des défis, pour lesquels tous les acteurs sont aussi d'accord est l'absence des initiatives ou mécanismes de réinsertion socioéconomique des jeunes sortis des groupes armés et d'autres désœuvrés.

- (4) La problématique d'accès ou l'impraticabilité des routes dans le territoire de Shabunda est ressortie comme un problème de fond pour le développement et la stabilité de ce territoire. Pour nombre d'acteurs, le détournement des fonds ou la mauvaise utilisation des ressources financières prévues par DFID (environ 25 million de dollars) pour la réhabilitation de la route Burhale- Shabunda dénote la responsabilité du gouvernement provincial car aucune action n'avait pas été faite pour empêcher la malversation financière. Pour les autorités étatiques, la faute incombe aux groupes armés de Shabunda qui ont créés de l'insécurité jusqu'à ravir par moment les machines empêchant le bon déroulement de travaux. Une évidence est qu'après avoir dépensé plus de 21 million de dollars, la route reste impraticable même pour les jeeps. Les acteurs de la société civile voudraient dialoguer avec le Gouverneur de Province sur cette question. Ainsi, ils avaient insisté que même si la réhabilitation de la route n'est pas directement du mandat du programme Tujenge Amani, il fallait maintenir la question pour le dialogue social.

3.2.Au niveau d'engagement des acteurs

- Manifestement, les acteurs ont démontré leur volonté de participer dans le processus de dialogue à travers leur participation active dans ce premier atelier d'analyse des conflits ; les sollicitations de participer même sans prise en charge en termes de restauration et transport sont parmi les indicateurs de cette volonté. Pédagogiquement, on ne devrait pas prendre tous ceux qui ont sollicité étant donné qu'il fallait imposer une rigueur pour limiter les participants. Ainsi, pour le dialogue social à organiser, le choix de participants est un défi qui nous faut relever à travers une communication assez claire. Comme à Bunyakiri, ici les gens considèrent que prendre part à une activité de grande envergure, qui traite des questions fondamentales pour la vie et qui mobilise les acteurs de différents niveaux dont le local, provincial, national et international est aussi un enjeu de positionnement social ou politique ;
- Certains acteurs jugés importants par les participants n'ont pas été présents à l'atelier notamment, des députés, des acteurs politiques originaires de Shabunda, des opérateurs économiques ainsi que l'élite intellectuelle localisables à Goma ou Kinshasa. Certes, notre premier atelier n'avait pas cet objectif et les ressources nécessaires pour les mobiliser. Sur la proposition des listes de participants au dialogue social prévu, les noms de certains de ces acteurs sont repris. Cette analyse fait référence à notre atelier des « grands acteurs » à organiser avec ILC prochainement. L'analyse des acteurs devrait se faire minutieusement et définir les mécanismes de mitigation de risques au préalable ;
- Ainsi, les acteurs ayant identifié cinq thématiques comme prioritaires pour le dialogue, les participants « incontournables » au dialogue ont été sélectionnés sur base de leur connaissance et influence dans chaque thématique. Des critères ainsi que des noms

d'éventuels co-facilitateurs ont été aussi proposés ainsi que des noms d'un ou des experts locaux dans chaque thématique. On produira donc, un plan d'action plus global dans lequel Tujenge Amani ! se focaliserait dans ce qui est dans son mandat et des actions de plaidoyer seraient envisagées pour les autres secteurs. Etant dans un territoire, enclavé, qui n'a pas eu la chance d'avoir des intervenants dans différents domaines, nous trouvons stratégique de se conformer à cette réalité locale, une façon de répondre au besoin des communautés locales. Le défi est que les attentes sont légions et qu'il faudrait développer de mécanismes d'agir en fonction de nos capacités et les ressources disponibles.

4. RECOMMANDATIONS AU GOUVERNEMENT PROVINCIAL ET LA MONUSCO

Au regard des enjeux qui rendent les conflits plus complexes et dans le souci de vouloir maximiser la chance au processus de stabilisation de ce territoire, les acteurs présents ont recommandé :

1. Soutenir le processus de dialogue social déclenché par le programme Tujenge Amani ! par les moyens matériels, financiers et un réconfort moral surtout par la participation directe aux actions; le contexte étant très complexe le soutien des autorités étatiques et de la MONUSCO est un facteur déterminant pour la réussite du processus de réduction des violences communautaires en territoire de Shabunda ;
2. De renforcer l'autorité de l'Etat à travers le déploiement et équipement des FARDC et la PNC pour faire face aux groupes armés mais aussi, l'administration publique à travers les services de l'Etat qui doivent fonctionner normalement tant pour gérer la question des groupes armés mais aussi tous les autres conflits de pouvoir coutumiers et ceux liés à l'exploitation de ressources naturelles. Comme démontre l'analyse, les causes structurelles des conflits qui sont à la base de l'instabilité doivent trouver de solutions à travers les institutions de la république. Les actions de partenaire viennent en appui à l'Etat et donc sans le renforcement de l'autorité de l'Etat, seul le Programme Tujenge Amani ne s'aura pas atteindre les objectifs escomptés de stabilisation ;
3. Mettre en place un nouveau projet de réhabilitation de la route Burale-Shabunda. Sans cette route, la stabilité et le développement du territoire de Shabunda est difficile. Actuellement, seule la voie aérienne relie Shabunda au reste de la province du Sud-Kivu. Ainsi autant les conditions d'accès sont difficiles, autant la vie est difficile, autant les violences liées à la précarité seront là.

CONCLUSION :

Au cours de cet atelier les acteurs de Shabunda ont adopté le rapport d'analyse de contexte socio sécuritaire menée dans leur territoire de janvier à Avril 2016 avec quelques amendements dont les conflits entre limites de Shabunda et Kabambare dans la province de Maniema, l'intégration de la problématique de la route Burhale-Shabunda parmi les problèmes majeurs. Les acteurs de Shabunda ont également exprimé les vœux de rencontrer le gouverneur de la province du Sud Kivu sur la question de réhabilitation de la route de Shabunda. Ils voudraient même qu'il soit invité au dialogue social entre les filles et fils de Shabunda prévu au cours des mois qui suivent.

Quant aux conflits coutumiers, ils ont manifesté le sentiment de n'épargner aucune chefferie de Shabunda car toutes deux ont presque de problèmes de légitimité et de gestion à la seule différence pour celle de Wakabango où il y a un problème de succession entre les enfants du Mwami Moligi. Dans la chefferie de Bakisi, il y a deux camps avec les avis divergents quant au statut de leur chefferie. Certains veulent qu'elle soit secteur pendant que d'autres veulent la maintenir dans son statut de collectivité chefferie. Pour rappel, elle est composée de 7 groupements dont 3 veulent qu'elle reste chefferie et 4 veulent qu'elle redevienne secteur pour que l'axe au pouvoir soit par élection.

Pendant les débats sur les résultats de travaux en carrefour de l'identification des conflits majeurs, ils en ont retenu quatre à savoir le conflit lié à l'accès et à l'exercice des pouvoirs coutumiers aux niveaux des chefferies et des groupements, les conflits fonciers dont souvent les enjeux deviennent plus complexes à la découverte des minerais, l'exploitation de ressources naturelles en général, la présence des groupes armés dans la zone et enfin la problématique de la route Burhale –Shabunda. Ces conflits ont été analysés par les acteurs afin d'améliorer leur compréhension de ces conflits mais aussi leur permettre d'assimiler la partie théorique du renforcement des capacités de ces acteurs.

Pour ce qui est de la préparation du dialogue social avec les acteurs de Shabunda, ces derniers ont à travers les travaux en carrefour et en plénière proposé les parties prenantes au dialogue moyennant un critérium, les propositions des participants au dialogue par thématique, ils ont défini les critères du facilitateur et des co-facilitateurs et ont donné le nombre de Co-facilitateur.

Ainsi, cet atelier a permis que dans une approche participative, le rapport d'analyse du contexte soit amendé par les acteurs, que ces derniers soient renforcés en technique d'analyse des conflits, qu'ils identifient les conflits prioritaires et que les éléments clés préparatifs du dialogue social soient déterminés.

Enfin, il est évident que l'analyse du contexte et cet atelier ne sont qu'un début d'un processus de transformation positive des conflits dans un contexte caractérisé par des conflits complexes qui demandent plus d'abnégation, d'expertise, une participation effective de la population et de service de l'Etat, de toutes les parties prenantes.

Il reste à noter que tant que la route ne sera pas opérationnelle, APC et ses partenaires continueront à compter sur la disponibilité de la Monusco/ SSU ainsi que les autres opérateurs aériens humanitaires tels que Echo-Flight et Unhcr dans les déplacements des intrants et des acteurs intéressés par ce programme Tujenge Amani !

Fait à Bukavu, le 6 mai 2016

Pour APC

Déogratias Buuma

Secrétaire Exécutif